



Bonjour Saint-Nazaire,

Parlons gros sous...pour commencer

Et donnons la parole à quelqu'un que vous allez reconnaître :

« Je sais ce que nous devons à nos fonctionnaires si essentiels à la vie de ce pays. Chaque jour, ils agissent avec dévouement et sens du service public. Mais la situation nous oblige à leur demander de contribuer à notre effort commun. Nous confirmons le gel du point d'indice ».

Vous l'avez deviné, c'est signé Manuel Valls, notre nouvel humoriste en chef.

« Geler du point d'indice... Sarkozy l'a fait, pourquoi moi, Manuel, je ne serai pas capable de le faire ?

Pourquoi je ne serai pas capable de poursuivre une politique de désindexation sur les prix, appliquée avec constance par mes prédécesseurs depuis 2000 ?

Et tiens, tant qu'à faire, je décide que c'est pour 3 ans !

D'ailleurs, j'ai pas le choix ! je suis lié par un pacte. Un pacte de responsabilité, ça s'appelle. C'est notre accord de compétitivité à nous.

Officiellement, je dis que c'est un « gel », dans la réalité, je sais bien que c'est une amputation.

Sept ans de revenus bloqués, rongés par l'inflation et la hausse des cotisations sociales...

Allez demander aux banques par exemple de vous accorder des prêts à taux zéro pendant un septennat, et voyez un peu leur réaction ! »

Quand on vous dit que l'on a un pince sans rire à la tête du gouvernement ! C'est pas des blagues.

Alors bien sûr, des rabat-joie ont calculé que de janvier 2000 à mars 2014, la perte de pouvoir d'achat est de plus de 14% !

Pour un salaire brut de 1500 €, cela fait 216 € qui manquent chaque mois sur la fiche de paie.

Les mêmes rabat-joie font remarquer que le smic, ou peu s'en faut, devient un horizon indépassable pour beaucoup de fonctionnaires de catégorie C, qu'il sert aussi de voiture balai au premier échelon de la catégorie B et se rapproche du premier grade de la catégorie A.

Mais, pour notre 1er ministre, il faudrait se contenter d'un coup de brosse à reluire de temps en temps !

Et bien non, M Valls, nous ne sommes pas de braves toutous qu'une vague caresse sur l'échine va contenter.

Ce que nous voulons, c'est une augmentation immédiate du point d'indice et une refonte d'ensemble des grilles indiciaires en référence à un smic fixé à 1700 € brut.



Il y a les salaires, il y a aussi la question de l'emploi et les amputations budgétaires massives

- qui mettent à mal le fonctionnement de nos services,
- qui conduisent à des conditions de travail dégradées et à un mal-être au travail galopant.

La Fonction Publique Hospitalière est littéralement étranglée..

A Saint-Nazaire, le Centre Hospitalier est dans une situation financière délicate : aux déficits antérieurs, il faut ajouter le loyer de la Cité sanitaire, les frais de maintenance interne payés aux reamins que sont EIFFAGE et ICADE, et les frais d'amortissement de l'ancien hôpital.

Alors, le ministère et l'ARS exigent la mise en place d'un nouveau plan d'économies qui se traduit par des non-remplacements des congés maladie ou maternité, et la suppression d'au moins 50 postes en 2 ans.

Et encore, l'Agence nationale d'aide à la performance (hé oui, le coaching, ça existe aussi pour les hôpitaux!), l'ANAP donc préconisait de réduire l'effectif de 150 postes.

La situation n'est pas meilleure à l'Hôpital Intercommunal du Pays de Retz, de l'autre côté de l'eau comme on dit. La sécurité des résidents et des agents est mise à mal :

- 1 seul soignant pour 20 résidents sur certaines tranches horaires
- sur le site de Paimboeuf, l'inacceptable atteint par 2 fois le dimanche avec 1 seul agent le matin pour 29 résidents en grande dépendance.

Voilà, appliqué à la santé, le résultat d'une politique du chiffre et de l'économie couplée à un management qui se rapproche des boîtes privées.

Dans la Fonction Publique d'Etat, les secteurs décrétés non prioritaires – de loin les plus nombreux – continuent de subir des suppressions d'emplois massives.

Que l'on me permette d'évoquer la situation de mon ministère où, alors que le coût de la fraude fiscale et la contrefaçon pour le budget de l'Etat sont évaluées officiellement à des dizaines de milliards d'euros par an, on désarme les services de contrôle des impôts et de la douane en ne renouvelant pas 2 départs à la retraite sur 3.

Le même constat vaut pour tous les autres, à l'inspection du travail par exemple: pourtant, dans un bassin d'emploi comme Saint-Nazaire, avec ses chantiers navals, ses sous-traitants en cascade, ses travailleurs détachés, lituanien, polonais, roumains... qui, comme chacun sait, viennent de leur plein gré travailler... parfois pour 3 € de l'heure, il y aurait pourtant de quoi faire si les moyens étaient à la hauteur des enjeux..

Dans la Fonction Publique Territoriale, les coupes dans les dotations financières et les transferts de compétence sans compensation budgétaire intégrale vont conduire à un nombre croissant de réductions d'emplois ou d'abandon de missions.

La FPT est aussi directement menacée par l'annonce du projet de réforme de la carte administrative, dont l'objectif est bien de réduire l'emploi, de transférer également des missions au privé, en fonction de considérations purement comptables prenant le pas sur l'organisation démocratique de la République et éloignant le citoyen des services publics et des centres de décision.



Le procédé n'est pas nouveau, il est déjà mis en œuvre dans les ministères, dans les collectivités qui réduisent leurs réseaux, mais aussi dans les services publics au sens large :

Des exemples ?

- c'est la mairie de Saint-Nazaire qui fait entretenir le front de mer par une boîte privée
- c'est le conseil général, qui restructure ses services en pôle départementaux comme l'aide sociale
- c'est les Finances publiques où 13 trésoreries de proximité ont été rayées de la carte en L-A depuis 2003, dont Le Croisic et Herbignac et Saint-Gildas des Bois.
- c'est la sécurité sociale où la CPAM de Loire-Atlantique a fermé 22 agences décentralisées en 2013.
- c'est Pôle Emploi où il est obligatoire de passer par un serveur vocal pour obtenir un rendez-vous, et où 3 agences doivent être supprimées sur l'agglomération nantaise.
- c'est la poste où des bureaux ferment, où des emplois sont supprimés, à Saint-Nazaire, à Nantes... Je veux saluer ici la lutte récente des facteurs de Nantes centre qui, après 11 jours de grève, ont fait échec à la suppression de 8 positions de travail sur les 18 programmées par la direction, et ont obtenu des avancées sur les conditions de travail.

...

La CGT a une toute autre conception du service public que celle des petits comptables étripés qui nous gouvernent, une conception qui part des besoins de la population, définit les moyens et organisations à mettre en œuvre pour les satisfaire, et enfin décide des moyens de leur financement.

Cela passe par des créations de postes, des postes de titulaires partout où les besoins sociaux les rendent nécessaires.

(Être offensifs)

On le voit, les raisons qui motivent notre colère ne manquent pas.

Cette journée d'action a elle-même été précédée de nombreux mouvements dans nos services.

J'en ai cité certains, on peut parler aussi du mouvement qui a associé enseignants et personnel communal autour d'une réforme des rythmes scolaires qui prépare l'éclatement territorial de l'éducation nationale,

La nouveauté aujourd'hui, la CGT s'en félicite, c'est une unité syndicale inédite depuis longtemps et la convergence des 3 versants de notre FP.

On nous dit, urbi et orbi, qu'il n'y aurait pas d'alternative à l'austérité, que le débat ne devrait donc être que technique et toujours sur la même base : il faut baisser les dépenses.



Il faut les baisser car

- le **travail** coûte trop cher,
- le **service public** coûte trop cher,
- la **solidarité nationale** coûte trop....
- et tout cela nous empêche d'être compétitifs.

Discours fataliste et convenu, d'une **totale** banalité en fait, car pour les privilégiés de la fortune, pour le patronat,

- le travail a **toujours** été trop coûteux,
- le service public a **toujours** été une dépense inutile,
- la solidarité nationale a **toujours** été une incongruité...

Ces gens là ont bataillé ferme contre la création d'un salaire minimum, contre les congés payés, contre toute réduction du temps de travail, contre l'assurance maladie...

Eux, ils n'ont pas changé.

Par contre, ils ont réussi à mettre en avant **leurs** revendications.

C'est cela qu'il faut inverser : il est temps que nous exigions de parler de **nos** revendications, qu'un grand débat s'ouvre sur la question de la répartition des richesses et sur le coût du capital;

Parce que, oui, il nous coûte cher celui là !

Il y a 30 ans, sur 100 € de richesses créées, 7 allaient dans la poche des actionnaires. Aujourd'hui, c'est 5 fois plus.

Il y a 30 ans, les dividendes versés représentaient en moyenne 10 jours de travail des salariés. Aujourd'hui, c'est 45 !

Et il n'y aurait pas d'argent pour investir, pour être « compétitifs » ?

Il y a 70 ans, les membres du Conseil national de la résistance signaient un programme intitulé « Les jours heureux », véritable projet de société qui irrigue toujours notre organisation sociale.

Une « utopie devenue une réalité » dans un pays pourtant ruiné par la guerre.

Eh bien, soyons les héritiers vigilants et pugnaces du CNR, reprenons en mains notre avenir et passons à l'offensive.

Chaque lutte qui s'organise, comme celle d'aujourd'hui dans la FP, comme celle des retraités le 3 juin, comme celles du secteur privé, chaque lutte est une pierre indispensable à l'édification d'un grand et large mouvement social **gagnant**.

D'autres rendez-vous nous attendent,

A très bientôt donc,

ensemble, dans la lutte !